



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.086/2
du 12 janvier 2024

advies 75.086/2
van 12 januari 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
au « Fonds Retour
Au Travail »'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het "Terug
Naar Werk-fonds"'

Le 13 décembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au « Fonds Retour Au Travail »'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 janvier 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 janvier 2024.

*

Op 13 december 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het "Terug Naar Werk-fonds"'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 januari 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE

L'arrêté royal examiné trouve notamment son fondement légal dans l'article 110/2, § 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »), inséré par la loi-programme du 26 décembre 2022 et modifié par la loi du 16 octobre 2023.

Dans l'avis 72.474/1-2-3-4 donné le 10 novembre 2022 sur l'avant-projet devenu la 'loi-programme du 26 décembre 2022'¹, la section de législation a observé ce qui suit à propos de la disposition insérant l'article 110/2 dans la loi coordonnée :

« Article 161

L'article 110/2, § 2, en projet, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, charge le Roi, notamment, de déterminer, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les services spécialisés adaptés, qui peuvent être achetés dans le cadre du 'Fonds Retour Au Travail', ainsi que les critères auxquels les prestataires de services agréés concernés doivent répondre. Le Roi est également chargé de déterminer, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions auxquelles les titulaires doivent satisfaire afin de pouvoir prétendre à une intervention du fonds précité, ainsi que les modalités à respecter pour demander et payer cette intervention.

Lors de la mise en œuvre des délégations précitées, le Roi devra veiller à rester dans le cadre de la compétence fédérale en matière d'assurance indemnités, telle qu'elle est exercée par la loi coordonnée précitée. Les habilitations en projet, conférées au Roi, devront être mises en œuvre dans ce cadre juridique² »³.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3015/001, pp. 264 et s.

² *Note de bas de page n° 73 de l'avis cité* : À l'occasion de l'élaboration de la loi du 12 décembre 2021 'instaurant le « Trajet Retour Au Travail » sous la coordination du « Coordinateur Retour Au Travail » dans l'assurance indemnités des travailleurs salariés', la section de législation a souligné dans son avis 69.988/2 du 13 octobre 2021 que la compétence de l'autorité fédérale pour prendre des mesures à ce propos doit pouvoir s'inscrire dans la matière du droit du travail et de la sécurité sociale, conformément à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', sauf à risquer d'empiéter sur les compétences des entités fédérées en matière notamment de politique de l'emploi pour tout ce qui touche au placement de travailleurs, à l'usage du travail intérimaire dans le cadre des trajets de mise au travail, pour ce qui concerne les régions, ou en matière de reconversion ou de recyclage professionnels dans la mesure où ceux-ci relèvent de la compétence des communautés (voir *Doc. parl.* Chambre 2021-22, n° 55-2313/001, 31).

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3015/001, pp. 313 à 314.

Compte tenu de cette observation, la déléguée du Ministre a répondu comme suit à la question de savoir en quoi le Roi, par l'adoption de l'arrêté royal en projet, met en œuvre les habilitations prévues à l'article 110/2 de la loi coordonnée dans le cadre juridique des compétences de l'autorité fédérale en matière de travail et de sécurité sociale, alors que l'article 245*sexiesdecies* en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : « l'arrêté royal du 3 juillet 1996 »), prévoit expressément que le service spécialisé adapté fourni par un prestataire agréé a pour objectif de l'accompagner « vers une autre fonction auprès d'un autre employeur ou dans une autre branche d'activité »⁴ et en quoi cet objectif relève bien de la compétence de l'autorité fédérale au sens de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' :

« La création du Fonds Retour au Travail est une mesure qui s'inscrit dans le cadre des différentes mesures du Retour au Travail prises par l'autorité fédérale ayant pour but de soutenir le plus rapidement possible le titulaire reconnu incapable de travailler conformément à l'article 100 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 en mettant en place un accompagnement adapté en vue de l'exercice d'un emploi correspondant à ses possibilités et ses besoins. Ces mesures font partie de l'assurance indemnités des travailleurs salariés (une branche de la sécurité sociale) indemnisant les titulaires en incapacité de travail et prévoyant des mesures de réintégration socioprofessionnelle pour les titulaires disposants de capacités restantes suffisantes.

Plus précisément, un cadre (financier) est créé sur base des compétences de la sécurité sociale dont dispose l'autorité fédérale conformément à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' afin de favoriser la réintégration socioprofessionnelle du titulaire qui n'est plus ou ne peut plus être employé par son employeur en l'accompagnant vers une fonction auprès d'un autre employeur ou dans une autre branche d'activité. Cet objectif peut aussi être remarqué en ce qui concerne le trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle visé à l'article 215*novies* de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 (en outre, un accompagnement financé par le Fonds Retour au Travail peut faire partie d'un trajet susvisé).

Il est à noter que les services spécialisés adaptés (donc l'accompagnement lui-même) ne sont pas fournis par l'autorité fédérale (des instances fédérales). Au niveau fédéral, il s'agit uniquement de la création d'un cadre (financier) afin de soutenir les titulaires en incapacité de travail concernés en vue de leur réinsertion socioprofessionnelle.

En outre, on peut référer à un autre cadre fédéral, déjà existant, de financement des programmes de réadaptation socioprofessionnelle par l'assurance indemnités (décisions prises par le Conseil médical de l'invalidité du Service des indemnités de l'INAMI en application de l'article 109*bis* de la loi coordonnée du 14 juillet 1994). Ce cadre permet au titulaire en incapacité de travail de suivre des programmes de réadaptation socioprofessionnelle en prenant en charge les frais liés aux prestations de réadaptation professionnelle qui comprennent toutes les interventions ou tous les services visant à restaurer tout ou partie de la capacité de travail initiale du titulaire reconnu incapable de travailler ou à valoriser la capacité de travail potentielle de ce titulaire, en vue de son intégration complète dans un milieu de travail (cf. article 215*quater* de l'arrêté royal du 3 juillet 1996) ».

⁴ Ce qui pourrait être interprété comme relevant des compétences des entités régionales en matière de placement de travailleurs.

Il est pris acte de ces explications.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 1^{er} du projet modifie l'article 239 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 de manière à y étendre les conditions dans lesquelles un titulaire est réputé maintenir un degré d'incapacité de travail.

Ainsi que le relève l'Inspecteur des Finances dans son avis du 22 novembre 2023, l'article 100, § 1^{er}, alinéa 9, de la loi coordonnée, qui constitue le fondement légal de cette modification, prévoit ce qui suit :

« Le Roi peut, sur proposition du Comité de gestion du Service des indemnités, étendre les conditions dans lesquelles un travailleur est censé atteindre le degré d'incapacité de travail requis ».

Il ressort des documents communiqués par le demandeur d'avis que concernant le projet à l'examen, le Comité de gestion du service des indemnités n'a pas émis de proposition en tant que telle mais uniquement un avis « partagé »⁵.

Conformément à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 9, de la loi coordonnée, l'auteur du texte doit dès lors s'assurer que le texte en projet est pris sur proposition du Comité de gestion du Service des indemnités.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 245*octiesdecies*, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 prévoit que peuvent prétendre à une intervention du « Fonds Retour au Travail » :

« 1° le titulaire dont le contrat de travail a pris fin [...], pour cause de force majeure telle que visée à l'article 34, § 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et pour lequel l'employeur a payé la contribution visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs ;

2° le titulaire qui, au moment de la demande visée à l'article 245*noniesdecies*, § 1^{er}, se trouve dans la période d'invalidité visée à l'article 93 de la loi coordonnée », soit tout autre titulaire dont l'incapacité de travail se prolonge au-delà de la période d'incapacité primaire.

⁵ Voir l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés du 18 octobre 2023.

Par ailleurs, l'article 245*noniesdecies*, § 2, alinéa 2, en projet prévoit que si au moment de la demande d'intervention du Fonds introduite par un titulaire visé à l'article 245*octiesdecies*, alinéa 1^{er}, 1^o, l'employeur n'a pas rempli les obligations visées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 septembre 2001 'visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs' (ci-après : « la loi du 5 septembre 2001 »), une notification sera adressée au titulaire l'informant que sa demande sera traitée dès que lesdites obligations auront été remplies.

Il découle de ce qui précède que, pour prétendre à l'intervention du « Fonds Retour au Travail », le titulaire visé à l'article 245*octiesdecies*, alinéa 1^{er}, 1^o, est tributaire du fait que l'employeur qui a mis fin à son contrat de travail pour cause de force majeure remplisse les obligations prévues à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 5 septembre 2001.

Sur ce point, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit dans l'hypothèse où un employeur ne remplit pas ses obligations au sens de l'article 245*noniesdecies*, § 2, alinéa 2, en projet :

« Il est prévu deux actions concrètes. D'une part, le service des indemnités de l'INAMI communique au titulaire visé que sa demande est suspendue. D'autre part, le service des indemnités de l'INAMI communique au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale qu'un employeur défini n'a pas rempli les obligations visées. L'Inspection sociale prendra alors, sur base de ces informations, des mesures contre cet employeur conformément à la réglementation prévue par le Code Pénal Social.

En effet, 'l'Institut national d'assurance maladie-invalidité peut communiquer ces données aux services de contrôle compétents aux fins de la constatation, de la poursuite et de la répression des infractions aux dispositions du paragraphe 1^{er}, ainsi qu'aux fins de la perception et du recouvrement des sommes relevant de leurs compétences respectives' (article 10, § 2, alinéa 3 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs).

[...]

La demande reste suspendue jusqu'au moment du paiement de la contribution par l'employeur ».

Si des conditions peuvent être imposées dans le chef des titulaires eux-mêmes lorsqu'ils entendent se voir octroyer le bénéfice d'une prestation sociale, il ne peut en principe être admis que la délivrance de cette prestation soit conditionnée par le respect d'une obligation dans le chef d'un tiers, sur laquelle, par hypothèse, le titulaire de la prestation demandée n'a aucune prise. Ce faisant, la disposition en projet crée en l'espèce une différence de traitement injustifiable entre les titulaires visés à l'article 245*octiesdecies*, alinéa 1^{er}, 1^o, puisque ceux-ci seront traités différemment selon que leur employeur aura ou non respecté les obligations qui s'imposent à lui.

Du reste, alors que le « Fonds Retour Au Travail » est alimenté par les contributions des employeurs versées en application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 5 septembre 2001, contributions qui correspondent en principe au montant auquel peuvent prétendre les titulaires visés par l'article 245*octiesdecies* en projet, il se peut que le « Fonds Retour Au Travail » dispose d'un solde en raison du fait que certains titulaires relevant de la catégorie 1^o de l'article 245*octiesdecies* en projet ne demandent pas à bénéficier de la prestation à laquelle ils pourraient prétendre ou n'y recourent que partiellement. Il ne peut se concevoir, dans cette hypothèse, alors que le « Fonds Retour Au Travail » dispose de ressources suffisantes, que les titulaires qui demandent à bénéficier de cette prestation se la voient temporairement refuser au motif que l'employeur qui a mis fin à leur contrat de travail pour cause de force majeure n'aurait pas rempli ses propres obligations.

La circonstance que, comme l'explique la déléguée du Ministre, des mesures puissent être prises contre cet employeur conformément à la réglementation prévue par le Code Pénal Social ne modifie rien à ce constat.

Les articles 245*octiesdecies*, alinéa 1^{er}, 1^o et 245*noniesdecies*, § 2, alinéa 2, en projet seront revus à la lumière de cette observation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Compte tenu de ce que l'article 4 du projet trouve son fondement juridique dans l'article 80, § 1^{er}, 13^o, de la loi coordonnée, combiné avec le pouvoir général d'exécution des lois, il y a lieu de compléter le préambule par un alinéa premier, lequel fera mention de l'article 108 de la Constitution.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

À l'article 1^{er}, 1^o, du projet, il sera fait référence au « bon valable pour des services spécialisés adaptés visé à l'article 245*noniesdecies*, § 2, alinéa 7 ».

Article 2

Article 245*septiesdecies*

1. À l'alinéa 1^{er}, 1^o, en projet, il est prévu que le prestataire de services doit disposer d'un des labels qui y sont énumérés.

À la question de savoir comment ont été sélectionnés les labels visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Pour la sélection des labels, il a été pris appui sur les labels reconnus au niveau national (et dont certains, le sont également au niveau international) et qui garantissent la qualité dans l'accompagnement/le coaching du public-cible concerné ».

Interrogée sur l'existence d'une réglementation relative à chacun de ces labels, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Afin de bénéficier du label concerné, le prestataire de services doit répondre aux critères déterminés par l'instance qui octroie ce label.

Le Roi détermine les labels qui peuvent être pris en considération pour l'agrément du prestataire en vue de fournir des services spécialisés adaptés dans le cadre d'une intervention du Fonds Retour au Travail ».

Quant aux instances chargées de délivrer les labels, la déléguée du Ministre a fourni le tableau suivant :

Naam Label	Uitgereikt door
Brand Compliance 9022 kwaliteitslabel	Brand Compliance https://brandcompliance.com/diensten/bc-9022-wse-kwaliteitsregistratie/
Het Blik op Werk Keurmerk dienst 13 SEQF	SUEM https://www.blikopwerk.be/
Belgian Quality Association Label	BQA https://www.bqa.be/nl/bqa-label-kwaliteitsdecreetwse
EFQM (EFQM model versie 2013 vanaf niveau « Recognised for Excellence 3* » of EFQM model versie 2020 vanaf niveau « Recognised by EFQM 3* ») ;	EFQM https://efqm.org/
Federgon Loopbaanbegeleiding	Federgon https://federgon.be/defederatie/loopbaanbegeleiding/
Federgon Recruitment, Search and Selection	Federgon https://federgon.be/de-federatie/recruitmentsearch-selection/
Federgon Certo-label (Outplacement) ;	Federgon https://federgon.be/deleden/kwaliteitslabels/certo/
ISO 29990 of ISO 29993	ISO https://www.iso.org/standard/70357.html
ISO 9001	ISO https://www.iso.org/standard/62085.html

JCI (Joint Commission International),	Joint commission International https://www.jointcommissioninternational.org/
K2a en K2b	Xelyo https://xelyo.org/
Qfor ProcessScan	CertUp https://certup.be/nl/kwaliteitsaudits/qforprocessscan-audit/
Qfor WSE	CertUp https://certup.be/nl/kwaliteitsaudits/qfor-wseaudit/
Qualicor Europe accreditatie	Qualicor Europe https://www.qualicor.eu/assessments/accreditatie/
SUREPLUS (minstens een niveau B)	Sureplus https://www.sureplus.eu/

Invitée à donner des exemples de prestataires disposant d'un ou de plusieurs labels, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Flandre :

- Synkroon (Het blik op Werk Keurmerk Dienst 13 SEQF)
- Trackabilities (Qfor WSE)
- Algida Werkbaar Werk/ATH (Brand Compliance 9022 kwaliteitslabel)

Bruxelles :

- Goodjob Coaching (Federgon Accompannement de carrière / Loopbaanbegeleiding)
- Hudson Belgium (Federgon Recruitment, Search and Selection)

Wallonie :

- OKAMI Intalentgent Solutions (Federgon Recruitment, Search and Selection)
- Daoust (ISO 9001 & Belgian Quality Association)
- Randstad Risesmart (Federgon Accompannement de carrière) ».

À la question de savoir si les labels mentionnés étaient exhaustifs, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Oui, les labels sont exhaustifs. Ils garantissent la qualité des prestataires de services fournissant des services spécialisés adaptés. Il est par ailleurs possible pour des prestataires de services souhaitant être agréés de faire le nécessaire pour obtenir un des labels repris dans la liste énoncée ».

Enfin, interrogée sur une éventuelle exclusion de prestataires potentiels situés en dehors du territoire belge mais établis sur le territoire de l'Union européenne suite à cette obligation de disposer d'un des labels de qualité repris à l'article 245*septiesdecies*, alinéa 1^{er}, 1^o, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Parmi les labels visés figurent plusieurs labels ayant une reconnaissance sur l'échelle internationale :

– EFQM (EFQM model versie 2013 vanaf Recognised for Excellence 3* of EFQM model versie 2020 vanaf Recognised by EFQM 3*)

– ISO 29990 ;

– ISO 29993 ;

– ISO 9001 ;

– JCI (Joint Commission International),

– K2a en K2b ;

– Qfor ProcessScan ;

– Qfor WSE ;

– Qualicor Europe accreditatie ».

Compte tenu de ces éléments de réponse dont la section de législation ne peut que prendre acte sans pouvoir en vérifier la pertinence dans le délai qui lui est imparti, la référence que fait l'alinéa 1^{er}, 1^o, aux différents labels qui y sont visés paraît admissible.

2. Ainsi que cela ressort des éléments du dossier, il convient de préciser au 2^o, f), de l'alinéa 1^{er}, que les critères qui y sont fixés pour démontrer les connaissances nécessaires dans le chef des professionnels habilités à dispenser les services spécialisés adaptés sont des critères cumulatifs.

3. De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'alinéa 4, il convient de préciser à partir de quel moment court le délai de 45 jours pour la prise de décision lorsque le dossier est complété après son introduction.

La même observation vaut pour l'article 245*noniesdecies*, § 2, alinéa 6, en projet.

4. À l'alinéa 5 en projet, dès lors que le renouvellement d'un agrément nécessite « l'introduction d'une nouvelle demande », il ne peut être question d'un agrément « renouvelable ». Sur ce point, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Notre intention est que si le prestataire de services spécialisés adaptés souhaite prolonger son agrément au terme des deux années, il en fasse la demande.

Nous proposons de remplacer le terme 'renouvelable' par 'prolongeable'.

Il est à noter que les conditions requises pour maintenir l'agrément visé sont examinées dans le cadre de cette demande de prolongation de l'agrément. En effet, l'objectif visé est de fournir des services spécialisés adaptés les plus adéquats aux titulaires qui en bénéficieront ».

Compte tenu de cette réponse, le mot « renouvelable » sera remplacé par le mot « prolongeable ».

La disposition sera par ailleurs complétée afin de préciser à quel moment cette nouvelle demande doit être introduite afin de s'assurer de la continuité des services qui resteraient encore à prester en faveur des titulaires reconnus en incapacité de travail.

5. À l'alinéa 6 en projet, il y a lieu d'écrire :

« Lorsque les conditions visées à l'alinéa 1^{er} [la suite comme au projet] ».

6. Au même alinéa 6 en projet, outre que c'est la « décision » et non la « notification » qui doit être motivée, ce mot « motivée » sera omis dès lors qu'à le maintenir, la disposition se borne à énoncer une obligation qui résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'sur la motivation formelle des actes administratifs', ce qu'il n'appartient pas au Roi de faire.

7. Toujours à l'alinéa 6 en projet, il y a lieu d'envisager également, outre le refus d'agrément ou le retrait, l'hypothèse du refus de prolongation de l'agrément. La disposition sera adaptée en conséquence.

Article 245octiesdecies

Le fait que l'article 80, § 1^{er}, 13°, de la loi coordonnée, prévoit que le Comité de gestion du Service des indemnités « gère le 'Fonds Retour Au Travail' visé à l'article 110/2 », ne pourrait être interprété comme impliquant que la loi confère un pouvoir réglementaire à ce Comité. Une habilitation spécifique en ce sens ne serait en tout état de cause pas admissible.

Partant, à l'alinéa 2, le Comité de gestion du Service des indemnités ne peut pas non plus être habilité par le Roi à fixer des critères supplémentaires auxquels un titulaire visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, doit répondre pour pouvoir prétendre à une intervention du « Fonds Retour au Travail ».

La disposition sera revue en conséquence.

Article 245noniesdecies

Au paragraphe 2, alinéa 7, les mots « une fois » seront omis et le mot « unique » sera inséré après les mots « un bon ».

Article 3

L'article 6/13 en projet de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2011 'portant exécution des articles 16, 13°, 17, 20, 63, 70 et 88 du Code pénal social et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 juin 2010 comportant des dispositions de droit pénal social' ne peut être numéroté de cette manière que si l'arrêté royal 'portant exécution de l'article 36 de la loi-programme du 26 décembre 2022 et modifiant l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2011 portant exécution des articles 16, 13°, 17, 20, 63, 70 et 88 du Code pénal social et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 juin 2010 comportant des dispositions de droit pénal social', actuellement en projet, qui insère un article 6/12 dans le même arrêté royal du 1^{er} juillet 2011, est adopté.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID

Het voorliggende koninklijk besluit ontleent zijn rechtsgrond onder meer aan artikel 110/2, § 2, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: “de gecoördineerde wet”), dat ingevoegd is bij de programmawet van 26 december 2022 en gewijzigd is bij de wet van 16 oktober 2023.

In advies 72.474/1-2-3-4, op 10 november 2022 gegeven over het voorontwerp dat geleid heeft tot de ‘programmawet van 26 december 2022’,¹ heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt in verband met de bepaling waarbij artikel 110/2 werd ingevoegd in de gecoördineerde wet:

“Artikel 161

In het ontworpen artikel 110/2, § 2, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt de Koning onder meer opgedragen om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gespecialiseerde dienstverlening op maat te bepalen die in het kader van het ‘Terug Naar Werk-fonds’ kan worden ingekocht, evenals de criteria waaraan de betrokken erkende dienstverleners moeten voldoen. Ook wordt de Koning ermee belast om, na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden te bepalen waaraan de gerechtigden moeten voldoen om aanspraak te kunnen maken op een tussenkomst van het voornoemde fonds, alsook de nadere regels die moeten worden in acht genomen bij het aanvragen en het betalen van die tussenkomst.

De Koning zal er bij het uitvoeren van de voornoemde delegatiebepalingen moeten op toezien dat er binnen de context van de federale bevoegdheid inzake uitkeringsverzekering wordt gebleven zoals die met de reeds genoemde gecoördineerde wet

¹ Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 55-3015/001, 264 e.v.

wordt uitgeoefend. De ontworpen machtigingen die aan de Koning worden verleend zullen binnen dat juridisch kader ten uitvoer moeten worden gelegd.^{2,3}

Gelet op die opmerking heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord op de vraag in welk opzicht de Koning, door de vaststelling van het ontworpen koninklijk besluit, uitvoering geeft aan de machtigingen bepaald in artikel 110/2 van de gecoördineerde wet binnen het juridische kader van de bevoegdheden van de federale overheid inzake arbeidsrecht en sociale zekerheid, terwijl het ontworpen artikel 245*sexiesdecies* van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: “het koninklijk besluit van 3 juli 1996”) uitdrukkelijk bepaalt dat de gespecialiseerde dienstverlening op maat door een erkende dienstverlener tot doel heeft de gerechtigde te begeleiden “naar een functie bij een andere werkgever of in een andere bedrijfstak”,⁴ en in welk opzicht dat doel wel onder de bevoegdheid van de federale overheid valt in de zin van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’:

“La création du Fonds Retour au Travail est une mesure qui s’inscrit dans le cadre des différentes mesures du Retour au Travail prises par l’autorité fédérale ayant pour but de soutenir le plus rapidement possible le titulaire reconnu incapable de travailler conformément à l’article 100 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 en mettant en place un accompagnement adapté en vue de l’exercice d’un emploi correspondant à ses possibilités et ses besoins. Ces mesures font partie de l’assurance indemnités des travailleurs salariés (une branche de la sécurité sociale) indemnisant les titulaires en incapacité de travail et prévoyant des mesures de réintégration socioprofessionnelle pour les titulaires disposants de capacités restantes suffisantes.

Plus précisément, un cadre (financier) est créé sur base des compétences de la sécurité sociale dont dispose l’autorité fédérale conformément à l’article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 ‘de réformes institutionnelles’ afin de favoriser la réintégration socioprofessionnelle du titulaire qui n’est plus ou ne peut plus être employé par son employeur en l’accompagnant vers une fonction auprès d’un autre employeur ou dans une autre branche d’activité. Cet objectif peut aussi être remarqué en ce qui concerne le trajet de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle visé à l’article 215*novies* de l’arrêté royal du 3 juillet 1996 (en outre, un accompagnement financé par le Fonds Retour au Travail peut faire partie d’un trajet susvisé).

Il est à noter que les services spécialisés adaptés (donc l’accompagnement lui-même) ne sont pas fournis par l’autorité fédérale (des instances fédérales). Au niveau

² Voetnoot 73 van het geciteerde advies: Naar aanleiding van de totstandkoming van de wet van 12 december 2021 “tot invoering van het ‘Terug Naar Werk-traject’ onder de coördinatie van de ‘Terug Naar Werk-coördinator’ in de uitkeringsverzekering voor werknemers” heeft de afdeling Wetgeving in advies 69.988/2 van 13 oktober 2021 erop gewezen dat de bevoegdheid van de federale overheid om in dat verband maatregelen te nemen moeten kunnen worden ingepast in de materies arbeidsrecht en sociale zekerheid, overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, omdat anders aan de bevoegdheden van de deelentiteiten kan worden geraakt op het vlak van onder meer het tewerkstellingsbeleid voor al wat betrekking heeft op arbeidsbemiddeling, het gebruik van uitzendkrachten in het kader van tewerkstellingstrajecten, wat de gewesten betreft, of de beroepsomscholing en bijscholing in zover deze tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoren (zie *Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2313/001, 31).

³ *Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3015/001, 313 tot 314.

⁴ Hetgeen geïnterpreteerd zou kunnen worden als vallend onder de bevoegdheden van de gewesten inzake arbeidsbemiddeling.

fédéral, il s'agit uniquement de la création d'un cadre (financier) afin de soutenir les titulaires en incapacité de travail concernés en vue de leur réinsertion socioprofessionnelle.

En outre, on peut référer à un autre cadre fédéral, déjà existant, de financement des programmes de réadaptation socioprofessionnelle par l'assurance indemnités (décisions prises par le Conseil médical de l'invalidité du Service des indemnités de l'INAMI en application de l'article 109*bis* de la loi coordonnée du 14 juillet 1994). Ce cadre permet au titulaire en incapacité de travail de suivre des programmes de réadaptation socioprofessionnelle en prenant en charge les frais liés aux prestations de réadaptation professionnelle qui comprennent toutes les interventions ou tous les services visant à restaurer tout ou partie de la capacité de travail initiale du titulaire reconnu incapable de travailler ou à valoriser la capacité de travail potentielle de ce titulaire, en vue de son intégration complète dans un milieu de travail (cf. article 215*quater* de l'arrêté royal du 3 juillet 1996)."

Er wordt akte genomen van deze toelichting.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Bij artikel 1 van het ontwerp wordt artikel 239 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 gewijzigd zodat het de voorwaarden verruimt waaronder een gerechtigde geacht wordt een graad van arbeidsongeschiktheid te behouden.

Zoals de inspecteur van Financiën in zijn advies van 22 november 2023 opmerkt, wordt in artikel 100, § 1, negende lid, van de gecoördineerde wet, dat de rechtsgrond van die wijziging vormt, het volgende bepaald:

"De Koning kan, op voorstel van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen, de voorwaarden verruimen waaronder wordt aangenomen dat een werknemer de vereiste graad van arbeidsongeschiktheid bereikt."

Uit de documenten die de adviesaanvrager heeft overgelegd, blijkt dat het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen over het voorliggende ontwerp niet als zodanig een voorstel gedaan heeft maar enkel een "verdeeld" advies heeft uitgebracht.⁵

Overeenkomstig artikel 100, § 1, negende lid, van de gecoördineerde wet moet de steller van de tekst er zich dan ook van vergewissen dat de ontworpen tekst wordt vastgesteld op voorstel van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen.

ALGEMENE OPMERKING

Het ontworpen artikel 245*octiesdecies*, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 bepaalt dat de volgende gerechtigden aanspraak kunnen maken op een tussenkomst van het "Terug Naar Werk-fonds":

"1° de gerechtigde wiens arbeidsovereenkomst (...) is beëindigd wegens overmacht bedoeld in artikel 34, § 1 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten

⁵ Zie het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers van 18 oktober 2023.

en waarvoor de werkgever de bijdrage bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers heeft betaald;

2° de gerechtigde die zich op het ogenblik van de aanvraag bedoeld in artikel 245 *noniesdecies*, § 1 in het tijdvak van invaliditeit bedoeld in artikel 93 van de gecoördineerde wet bevindt”, dit wil zeggen elke andere gerechtigde van wie de arbeidsongeschiktheid langer duurt dan de periode van primaire arbeidsongeschiktheid.

Voorts bepaalt het ontworpen artikel 245 *noniesdecies*, § 2, tweede lid, dat, indien de werkgever de verplichtingen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet van 5 september 2001 ‘tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers’ (hierna: “de wet van 5 september 2001”) niet heeft vervuld op het ogenblik dat de gerechtigde bedoeld in artikel 245 *octiesdecies*, eerste lid, 1°, de aanvraag tot tussenkomst door het fonds indient, naar de gerechtigde een kennisgeving wordt verstuurd die hem meedeelt dat zijn aanvraag zal worden behandeld zodra deze verplichtingen vervuld zullen zijn.

Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de in artikel 245 *octiesdecies*, eerste lid, 1°, bedoelde gerechtigde, om aanspraak te kunnen maken op een tussenkomst van het “Terug Naar Werk-fonds”, afhankelijk is van het feit dat de werkgever die de arbeidsovereenkomst wegens overmacht heeft beëindigd, de verplichtingen nakomt die in artikel 10, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 5 september 2001 worden bepaald.

In dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven bij het geval waarin een werkgever zijn verplichtingen niet nakomt in de zin van het ontworpen artikel 245 *noniesdecies*, § 2, tweede lid:

“Il est prévu deux actions concrètes. D’une part, le service des indemnités de l’INAMI communique au titulaire visé que sa demande est suspendue. D’autre part, le service des indemnités de l’INAMI communique au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale qu’un employeur défini n’a pas rempli les obligations visées. L’Inspection sociale prendra alors, sur base de ces informations, des mesures contre cet employeur conformément à la réglementation prévue par le Code Pénal Social.

En effet, ‘l’Institut national d’assurance maladie-invalidité peut communiquer ces données aux services de contrôle compétents aux fins de la constatation, de la poursuite et de la répression des infractions aux dispositions du paragraphe 1^{er}, ainsi qu’aux fins de la perception et du recouvrement des sommes relevant de leurs compétences respectives’ (article 10, § 2, alinéa 3 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d’emploi des travailleurs).

(...)

La demande reste suspendue jusqu’au moment du paiement de la contribution par l’employeur.”

Hoewel aan de rechthebbenden zelf voorwaarden opgelegd kunnen worden wanneer ze een sociale uitkering willen krijgen, kan in principe niet worden aanvaard dat men de toekenning van die uitkering laat afhangen van de naleving van een verplichting door een derde persoon, waarop de rechthebbende van de gevraagde uitkering per definitie geen vat heeft. Op die manier doet de ontworpen bepaling hier een niet te verantwoorden verschil in behandeling ontstaan tussen de rechthebbenden bedoeld in artikel 245 *octiesdecies*, eerste lid, 1°, aangezien ze verschillend

zullen worden behandeld naargelang hun werkgever de aan hem opgelegde verplichtingen al dan niet is nagekomen.

Terwijl het “Terug Naar Werk-fonds” gefinancierd wordt met de bijdragen die met toepassing van artikel 10, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 5 september 2001 door de werkgevers worden betaald en die in principe overeenstemmen met het bedrag waarop de gerechtigden, bedoeld in het ontworpen artikel 245*octiesdecies*, aanspraak kunnen maken, is het overigens mogelijk dat het “Terug Naar Werk-fonds” een overschot heeft doordat sommige rechthebbenden die tot de eerste categorie van het ontworpen artikel 245*octiesdecies* behoren, niet om de uitkering verzoeken waarop ze aanspraak zouden kunnen maken of er slechts gedeeltelijk gebruik van maken. In die hypothese is het ondenkbaar dat, niettegenstaande het “Terug Naar Werk-fonds” over voldoende middelen beschikt, die uitkering aan rechthebbenden die erom verzoeken tijdelijk zou worden geweigerd om reden dat de werkgever die wegens overmacht hun arbeidsovereenkomst heeft beëindigd, zijn eigen verplichtingen niet zou zijn nagekomen.

De omstandigheid dat, zoals de gemachtigde van de minister heeft uitgelegd, tegen die werkgever maatregelen zouden kunnen worden genomen overeenkomstig de in het Sociaal Strafwetboek bepaalde regeling, verandert niets aan die vaststelling.

De ontworpen artikelen 245*octiesdecies*, eerste lid, 1°, en 245*noniesdecies*, § 2, tweede lid, moeten in het licht van die opmerking worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Gelet op het feit dat artikel 4 van het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent aan artikel 80, § 1, 13°, van de gecoördineerde wet, gelezen in samenhang met de algemene bevoegdheid om wetten uit te voeren, dient de aanhef te worden aangevuld met een eerste lid waarin naar artikel 108 van de Grondwet wordt verwezen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In artikel 1, 1°, van het ontwerp moet worden verwezen naar een “bon geldig voor gespecialiseerde dienstverlening op maat bedoeld in artikel 245*noniesdecies*, § 2, zevende lid”.

Artikel 2
Artikel 245septiesdecies

1. In het ontworpen eerste lid, 1°, wordt bepaald dat de dienstverlener over een van de labels moet beschikken die in die bepaling worden opgesomd.

Op de vraag hoe de labels, vermeld in het eerste lid, 1°, werden geselecteerd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Pour la sélection des labels, il a été pris appui sur les labels reconnus au niveau national (et dont certains, le sont également au niveau international) et qui garantissent la qualité dans l’accompagnement/le coaching du public-cible concerné.”

Op de vraag of er voor elk van die labels een regeling bestaat, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Afin de bénéficier du label concerné, le prestataire de services doit répondre aux critères déterminés par l’instance qui octroie ce label.

Le Roi détermine les labels qui peuvent être pris en considération pour l’agrément du prestataire en vue de fournir des services spécialisés adaptés dans le cadre d’une intervention du Fonds Retour au Travail.”

Wat betreft de instanties die de labels moeten toekennen, heeft de gemachtigde van de minister de volgende tabel bezorgd:

Naam Label	Uitgereikt door
Brand Compliance 9022 kwaliteitslabel	Brand Compliance https://brandcompliance.com/diensten/bc-9022-wse-kwaliteitsregistratie/
Het Blik op Werk Keurmerk dienst 13 SEQF	SUEM https://www.blikopwerk.be/
Belgian Quality Association Label	BQA https://www.bqa.be/nl/bqa-label-kwaliteitsdecreetwse
EFQM (EFQM model versie 2013 vanaf niveau “Recognised for Excellence 3*” of EFQM model versie 2020 vanaf niveau “Recognised by EFQM 3*”);	EFQM https://efqm.org/
Federgon Loopbaanbegeleiding	Federgon https://federgon.be/defederatie/loopbaanbegeleiding/
Federgon Recruitment, Search and Selection	Federgon https://federgon.be/de-federatie/recruitmentsearch-selection/
Federgon Certo-label (Outplacement);	Federgon https://federgon.be/deleden/kwaliteitslabels/certo/

ISO 29990 of ISO 29993	ISO https://www.iso.org/standard/70357.html
ISO 9001	ISO https://www.iso.org/standard/62085.html
JCI (Joint Commission International),	Joint commission International https://www.jointcommissioninternational.org/
K2a en K2b	Xelyo https://xelyo.org/
Qfor ProcessScan	CertUp https://certup.be/nl/kwaliteitsaudits/qforprocessscan-audit/
Qfor WSE	CertUp https://certup.be/nl/kwaliteitsaudits/qfor-wseaudit/
Qualicor Europe accreditatie	Qualicor Europe https://www.qualicor.eu/assessments/accreditatie/
SUREPLUS (minstens een niveau B)	Sureplus https://www.sureplus.eu/

Gevraagd naar voorbeelden van dienstverleners die over een of meerdere labels beschikken, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Flandre:

- Synkroon (Het blik op Werk Keurmerk Dienst 13 SEQF)
- Trackabilities (Qfor WSE)
- Algida Werkbaar Werk/ATH (Brand Compliance 9022 kwaliteitslabel)

Bruxelles:

- Goodjob Coaching (Federgon Accompagnement de carrière/Loopbaanbegeleiding)
- Hudson Belgium (Federgon Recruitment, Search and Selection)

Wallonie:

- OKAMI Intalentgent Solutions (Federgon Recruitment, Search and Selection)
- Daoust (ISO 9001 & Belgian Quality Association)
- Randstad Risesmart (Federgon Accompagnement de carrière)”.

Op de vraag of de labels exhaustief zijn opgesomd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Oui, les labels sont exhaustifs. Ils garantissent la qualité des prestataires de services fournissant des services spécialisés adaptés. Il est par ailleurs possible pour des prestataires

de services souhaitant être agréés de faire le nécessaire pour obtenir un des labels repris dans la liste énoncée.”

Ten slotte heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord op de vraag of ingevolge die verplichting om over een van de kwaliteitslabels te beschikken die in artikel 245*septiesdecies*, eerste lid, 1°, vermeld staan, potentiële dienstverleners kunnen worden uitgesloten die buiten het Belgische grondgebied gelegen zijn maar op het grondgebied van de Europese Unie gevestigd zijn:

“Parmi les labels visés figurent plusieurs labels ayant une reconnaissance sur l'échelle internationale:

– EFQM (EFQM model versie 2013 vanaf Recognised for Excellence 3* of EFQM model versie 2020 vanaf Recognised by EFQM 3*)

– ISO 29990;

– ISO 29993;

– ISO 9001;

– JCI (Joint Commission International),

– K2a en K2b;

– Qfor ProcessScan;

– Qfor WSE;

– Qualicor Europe accreditatie.”

Gelet op dat antwoord, waarvan de afdeling Wetgeving enkel akte kan nemen maar binnen de haar toebedeelde termijn niet kan nagaan of het relevant is, lijkt de verwijzing in het eerste lid, 1°, naar de verschillende daarin vermelde labels aanvaardbaar.

2. Zoals uit de gegevens van het dossier blijkt, dient het eerste lid, 2°, f), nader te stellen dat de daar vastgestelde criteria ter staving van de kennis waarover de begeleiders moeten beschikken om gespecialiseerde dienstverlening op maat te mogen verstrekken, cumulatieve criteria zijn.

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het vierde lid dient te preciseren wanneer de termijn van 45 dagen voor het nemen van een beslissing ingeval het dossier wordt aangevuld nadat het is ingediend, ingaat.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 245*noniesdecies*, § 2, zesde lid.

4. Aangezien voor de vernieuwing van een erkenning “de indiening van een nieuwe aanvraag” vereist is, kan er in het ontworpen vijfde lid geen sprake zijn van een “hernieuwbare” erkenning. In dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“Notre intention est que si le prestataire de services spécialisés adaptés souhaite prolonger son agrément au terme des deux années, il en fasse la demande.

Nous proposons de remplacer le terme ‘renouvelable’ par ‘prolongeable’.

Il est à noter que les conditions requises pour maintenir l'agrément visé sont examinées dans le cadre de cette demande de prolongation de l'agrément. En effet, l'objectif visé est de fournir des services spécialisés adaptés les plus adéquats aux titulaires qui en bénéficieront.”

Gelet op dat antwoord moet de woord “hernieuwbaar” worden vervangen door het woord “verlengbaar”.

Voorts moet de bepaling worden aangevuld zodat ze duidelijk aangeeft wanneer die nieuwe aanvraag moet worden ingediend opdat de continuïteit van de diensten die nog aan de als arbeidsongeschikt erkende gerechtigden zouden moeten worden verstrekt, gewaarborgd blijft.

5. In het ontworpen zesde lid dient men te schrijven:

“Als de in het eerste lid vermelde voorwaarden (voorts zoals in het ontwerp).”

6. Naast het feit dat het om een gemotiveerde “beslissing” en niet om een gemotiveerde “kennisgeving” moet gaan, moet in datzelfde ontworpen zesde lid het woord “gemotiveerde” worden weggelaten. Als dat woord niet wordt geschrapt, drukt de bepaling immers enkel een verplichting uit die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’, maar die de Koning niet hoort mee te delen.

7. Nog in het ontworpen zesde lid dient men niet alleen de weigering of de intrekking van de erkenning in aanmerking te nemen, maar ook het geval waarin de verlenging van de erkenning wordt geweigerd. De bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 245octiesdecies

Het feit dat artikel 80, § 1, 13°, van de gecoördineerde wet bepaalt dat het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen het “Terug Naar Werk-fonds” bedoeld in artikel 110/2 [beheert], kan niet worden geïnterpreteerd als zou de wet een verordenende bevoegdheid aan dat Comité verlenen. Een specifieke machtiging in die zin kan hoe dan ook niet worden aanvaard.

Bijgevolg kan het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen er in het tweede lid evenmin door de Koning toe worden gemachtigd bijkomende criteria te bepalen waaraan een in het eerste lid, 1°, bedoelde gerechtigde moet voldoen om aanspraak te kunnen maken op een tussenkomst van het “Terug Naar Werk-fonds”.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 245noniesdecies

In paragraaf 2, zevende lid, moet het woord “éénmalig” worden weggelaten en moeten de woorden “een bon” worden vervangen door de woorden “een eenmalige bon”.

Artikel 3

Het ontworpen artikel 6/13 van het koninklijk besluit van 1 juli 2011 ‘tot uitvoering van de artikelen 16, 13°, 17, 20, 63, 70 en 88 van het Sociaal Strafwetboek en tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 2 juni 2010 houdende bepalingen van het sociaal strafrecht’ mag dat artikelnummer enkel dragen indien het koninklijk besluit ‘tot uitvoering van artikel 36 van de programmawet van 26 december 2022 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juli 2011 tot uitvoering van de artikelen 16, 13°, 17, 20, 63, 70 en 88 van het Sociaal Strafwetboek en tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 2 juni 2010 houdende bepalingen van het sociaal strafrecht’, dat in hetzelfde koninklijk besluit van 1 juli 2011 een artikel 6/12 invoegt maar dat zich momenteel nog in de ontwerpfase bevindt, wordt vastgesteld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX